

INVESTIR DANS LA SÉCURITÉ ET LA SANTÉ AU TRAVAIL - «DES AVANTAGES SUPÉRIEURS AUX COÛTS»

Amsterdam, les 17 et 18 septembre 2014

Guido van Eijck

1 Jour 1

Près de 100 personnes en provenance de 24 pays participent à la conférence de deux jours portant sur «l'aspect économique» de la sécurité et de la santé au travail, organisée conjointement par le point focal néerlandais, l'agence EU-OSHA, le ministère néerlandais des affaires sociales et de l'emploi et le TNO (Netherlands Organisation for Applied Scientific Research). Les participants se réunissent dans l'imposant centre de conférence «De Bazel» d'Amsterdam, l'ancien siège (1926) de la Dutch Trading Company. Il s'agit là d'un cadre vraiment authentique: on y trouve des peintures historiques dans tous les coins, mises en valeur par des murs en bois sombre et du verre peint.

La conférence débute par [une vidéo](#). «Durant les périodes marquées par les difficultés économiques, les entreprises cherchent à réduire leurs coûts. Mais il est important d'accorder une attention particulière aux travailleurs, car ils sont l'atout-maître des entreprises», annonce la voix-off.

Les preuves attestant des effets bénéfiques des investissements dans la SST commencent à s'accumuler. Il s'agit là du thème général de cette conférence: les avantages issus de l'investissement dans la SST valent-ils les coûts engagés?

Après une brève introduction réalisée par Jos de Lange, manager du point focal néerlandais, la présidente de la conférence et directrice du bureau de l'UE-OSHA à Bruxelles, Brenda O'Brien, accueille chaleureusement le public. «Hartelijk welkom in het prachtige Amsterdam», commence-t-elle en très bon néerlandais, avant de continuer en anglais. Elle explique que les participants sont invités à interagir lors de la conférence en utilisant de petits appareils de vote interactifs. Elle commence par demander aux membres de l'assistance de se présenter. Pour une grande partie, nous avons affaire à des consultants/experts en SST (36%), à des décideurs politiques (26%) et à des chercheurs (19%). La plupart d'entre eux (37%) travaillent pour des gouvernements européens ou nationaux.

Au début du discours d'ouverture, une [deuxième vidéo](#) est projetée pour expliquer l'enjeu de cette première journée de conférence: l'analyse de la rentabilisation au niveau de l'entreprise.

1.1 Communication

«L'une des innovations de cette conférence est la participation d'un certain nombre d'experts en communication», explique Andrew Smith, lui-même responsable de la communication et de la promotion de l'UE-OSHA. Après tout, le message de la sécurité au travail doit être communiqué à un large ensemble de personnes se trouvant en dehors de la sphère communément impliquée dans les questions de SST. «L'Union européenne est l'une des endroits les plus sûrs au monde où travailler. Mais nous oublions parfois de parler au reste du monde».

L'économie fait partie intégrante de ce message, ajoute M. Smith. Pendant longtemps, il suffisait simplement de pointer du doigt les facteurs moraux et juridiques liés à la SST. Après tout: «Chacun d'entre nous a fondamentalement le droit de travailler dans des conditions qui garantissent sa sécurité.» Mais une justification financière semble nécessaire car bon nombre de personnes pensent que les investissements dans la SST sont coûteux et que les avantages qui en découlent sont limités. M. Smith: «Nous manquons de chiffres fiables.

L'approche doit être plus nuancée. Nous avons besoin de preuves empiriques et d'expériences concrètes». Il estime donc que la conférence intervient à un moment crucial. La nouvelle Commission européenne est sur le point de commencer à débattre du cadre stratégique de la SST pour la période 2014-2020. Parmi les thèmes à l'ordre du jour figurent l'amélioration de la mise en œuvre des règles de sécurité et des moyens de prévention des maladies liées au travail, ainsi que la prise en compte du vieillissement de la main-d'œuvre européenne. «L'analyse de rentabilisation de la SST est tout à fait pertinente pour répondre à toutes ces questions présentes à l'ordre du jour», affirme-t-il.

1.2 Recherche de la qualité

Le deuxième intervenant est le Dr. Emile Tompa, économiste du travail et de la santé et chercheur principal au CIHI (institut canadien pour le travail et la santé) à Toronto. Ses recherches portent sur l'évaluation économique des interventions sur le lieu de travail visant à améliorer la santé et le bien-être des travailleurs. Il se demande s'il existe suffisamment de preuves scientifiques attestant que les programmes de SST sont économiquement rentables. Pour répondre à cette question, il a comparé de nombreuses études dans le domaine de la santé et de la sécurité. Sa conclusion montre qu'il existe de plus en plus d'études qui traitent des effets économiques de la SST. 65 à 80 pour cent de ces études indiquent qu'il existe des avantages positifs pour les organisations à mettre en œuvre des mesures en matière de SST. Toutefois, M. Tompa ajoute qu'il «faudrait plus de preuves et de meilleure qualité. Nous autres, universitaires, avons encore du pain sur la planche.»

Il note également que les gens travaillant dans le domaine de la SST reçoivent peu de formation en ce qui concerne les évaluations économiques des mesures de SST. «Ils luttent. Ils disent qu'il est difficile de recueillir et de trouver les bonnes données, et que les domaines de la santé, de la sécurité et des ressources humaines ne sont pas en phase.»

1.3 2,89 euros

«Il est plus difficile pour une grande entreprise de donner de la visibilité à ses investissements en matière de SST car les informations dont on a besoin sont souvent dispersées entre différents services», regrette Marc De Greef, directeur exécutif de Prevent Group en Belgique. Il commence sa présentation avec un simple cours de mathématiques. «Qu'est-ce que le profit?», demande-t-il. Réponse: les recettes moins les coûts. Mais comment calculer les recettes et les coûts? M. De Greef: «Ce que nous devons savoir, c'est la manière dont les accidents et les problèmes de santé affectent les recettes et les coûts.» Il donne l'exemple de l'obligation du port de chaussures de sécurité dans une entreprise et de son impact sur le nombre de blessures aux pieds. Un graphique montre qu'en 2003, les coûts s'y rapportant étaient de 1 200 EUR. En 2010, ils ne s'élevaient qu'à 200 EUR. «Investir dans la santé et la sécurité, c'est faire le bon choix», soutient-il. Il montre un tableau pour illustrer cette affirmation: chaque euro investi dans des mesures de prévention peut représenter pour l'entreprise jusqu'à 2,89 EUR d'économie.

L'un des participants remarque que le défi à relever est particulièrement grand au niveau microéconomique. Après tout: la plupart des gens n'auront jamais aucun accident, et ne s'en préoccupent pas tant qu'ils ne seront pas touchés. Thomas Kohstall confirme. Il est directeur adjoint et chef du département de formation de à l'Institut de recherche sur le travail et la santé (IAG) de l'Assurance accident obligatoire allemande (DGUV) (DGUV). «Nous sommes bien informés sur les avantages sociaux et macroéconomiques de la SST, mais nous manquons d'informations au niveau microéconomique.» Pour son étude, 337 entreprises dans 90 pays ont été sondées. Les résultats ont été utilisés pour effectuer une analyse statistique. Sa conclusion fait écho à l'intervention de M. De Greef: la prévention porte ses fruits. Il a calculé que chaque euro investi dans la SST équivaut à une économie de 2,20 EUR. Sa conclusion: «La prévention dans le domaine de la SST représente un investissement pour les entreprises. Les futures politiques en matière de SST doivent prendre cette prévention en considération».

1.4 Meilleures pratiques

Voilà pour la théorie: la pratique, c'est une autre histoire. Deux sociétés partagent alors leurs meilleures pratiques et montrent comment elles ont mis en œuvre des solutions de prévention et d'amélioration de la sécurité sur le lieu de travail. La première est représentée

par John Berghman, qui travaille pour la société néerlandaise Glasshandling Technic. Il a créé un kit de réparation que les producteurs peuvent facilement utiliser pour réparer du verre endommagé. «Une serre a constamment besoin d'être réparée», relate-t-il. Pour des serres d'une hauteur de sept mètres, la tâche n'est pas aisée.

Traditionnellement, les travailleurs se tenaient sur une petite poutre pour réparer et nettoyer les serres. Conditions dangereuses: les gens peuvent tomber, se couper, ou ressentir un stress physique. «Faire ces réparations était assimilé à une sorte de numéro de cirque», affirme M. Berghman. Sa solution: la navette de réparation, une petite nacelle qui peut être hissée au-dessus de la serre. Les travailleurs réparent donc de l'extérieur plutôt que de l'intérieur, et ils sont à tout moment assurés par une ceinture de sécurité. Cela réduit aussi totalement le risque d'endommager les cultures, puisque ces travaux sont effectués depuis l'extérieur.

Le deuxième exemple est présenté par Tatjana Ullrich et Hermann Spanier, de «Spanier & Wiedemann», une entreprise luxembourgeoise d'échafaudage. Son service emploie 40 personnes, chargées quotidiennement de transporter et de monter plus de 2 800 mètres carrés de matériaux d'échafaudage. «Tous ces équipements doivent être portés à la main», souligne Mme Ullrich. Cela demande beaucoup de temps et c'est aussi très dangereux. M. Spanier est venu avec une idée qui rend l'activité de déchargement sûre et rapide. Au lieu de simplement charger tous les équipements dans un camion, il a inventé un système de stockage intelligent sur un camion. Il sert à de multiples usages et peut être déchargé avec un chariot élévateur. Mme Ullrich: «Nous avons l'habitude de comptabiliser 10 blessures par mois. Aujourd'hui, nous en sommes à zéro». Avant, il fallait plusieurs personnes pour décharger un camion. Maintenant, une seule suffit. «Les autres travaillent sur les échafaudages, et cela rapporte plus d'argent.»

1.5 Calculateur de probabilité

Diederick Stoel, qui travaille pour la société de conseil internationale ProfitWise, a développé le calculateur de probabilité, dont il fait la démonstration pendant son discours. Cet outil permet aux employeurs de créer des cas d'affaires qui montrent qu'investir dans l'implication, la santé et la formation de leurs employés peut améliorer leurs résultats. M. Stoel s'appuie sur des données provenant de plus de 5 000 entreprises néerlandaises fournies par TNO. Ses observations: «Nous avons constaté que si vous investissez contre l'absentéisme, votre productivité augmente, et le reste aussi. Si vous investissez dans la formation et le développement, vous constatez des résultats au niveau des recettes et des profits. Ce dont nous avons besoin, c'est d'augmenter la productivité ou la qualité».

L'outil Internet demande à l'utilisateur dans quel secteur il travaille, ses revenus de l'année précédente et les revenus prévus pour l'année suivante. L'outil calcule en pourcentage les

parts du revenu de la société qui sont tributaires de tels ou tels facteurs, comme l'implication, la formation ou l'absentéisme, et combien l'entreprise peut gagner en investissant dans ces domaines respectifs.

Après la présentation de l'outil, le Dr Tompa propose un résumé de la journée et demande aux participants de poser leurs questions. Par exemple, si nous avons besoin de plus d'outils pour aider les entreprises à faire une analyse de rentabilisation de la SST: 66% pensent que oui. Simplicité devrait être le mot-clé, énonce quelqu'un dans la salle. «Si nous voulons que les gens s'engagent dans ce domaine, nous devons faire simple. Les exemples d'aujourd'hui étaient très pratiques. Les outils sont souvent trop difficiles à trouver et à utiliser.»

2 Jour 2

Le deuxième jour propose une perspective plus large. Les thématiques sont traitées au niveau national et européen. [Une vidéo illustre](#) les questions susceptibles d'être abordées. «Comment déployer des mesures incitatives positives et qui va prendre l'initiative?» et «Que pouvons-nous apprendre les uns des autres?» La voix off conclut: «Nous avons besoin que tous les acteurs jouent leur rôle pour devenir des employeurs et des employés en bonne santé.»

Après un accueil chaleureux de la présidente Brenda O'Brien, la deuxième journée de la conférence est lancée par Esther de Kleuver, directrice pour la santé et la sécurité au travail du ministère néerlandais des Affaires sociales et de l'Emploi. «Nous trouvons de plus en plus de preuves que les avantages de la SST valent les coûts engagés», commence-t-elle pour reprendre le bilan de la veille. Une étude récente menée aux Pays-Bas a montré qu'une baisse de 1% des congés de maladie pouvait représenter une économie de 2,6 milliards d'euros par an. Son message aux entreprises: «Soyez un bon employeur. Cela vous rendra attrayant et plus rentable. Les entreprises devraient se motiver mutuellement pour travailler sur ce point.» Pour illustrer son propos, elle donne l'exemple d'un hôpital néerlandais qui s'est efforcé de lutter contre le stress au travail en se concentrant sur la psychologie positive. Des intervenants ont souhaité savoir si cette approche n'était pas trop légère. Au contraire: l'hôpital a connu une forte baisse du taux d'absence et de congés dus aux maladies, et une augmentation de la satisfaction des patients. «Nous pourrions voir l'émergence d'une nouvelle tendance selon laquelle l'investissement en matière de SST est intrinsèquement bénéfique. Il est maintenant important de diffuser le message suivant: l'investissement en matière de SST participera à améliorer les entreprises et à les rendre plus rentables.»

2.1 Carte fidélité

Le Dr Dietmar Elsler, chef de projet basé dans les bureaux de l'EU-OSHA à Bilbao, parle des incitations économiques qui peuvent influencer le comportement des entreprises. Le Dr Elsler

voit deux façons d'aborder le problème des entreprises qui ne favorisent pas la SST. L'approche traditionnelle dans laquelle intervient la réglementation gouvernementale. Elle est nécessaire et peut encore être améliorée, estime-t-il, parce qu'elle ne garantit qu'un niveau de sécurité minimal. Malheureusement, aujourd'hui, il n'y a pas assez d'inspecteurs. La méthode d'information qui repose sur la diffusion d'exemples et de bonnes pratiques a également ses lacunes, car cela se résume souvent à «prêcher des convertis».

Le Dr Elsler suggère donc de travailler avec des programmes de fidélisation et de récompense. Il agite la carte fidélité du café dans lequel il a ses habitudes. «Si j'achète dix tasses de café, on m'en offre une gratuite. C'est un moyen de changer le comportement des gens.» Il a recueilli divers exemples d'entreprises européennes dans le cadre d'une étude pour l'EU-OSHA, et en a appris beaucoup sur le secteur de la boucherie allemande, où des mesures de sécurité spécifiques (par exemple, des couteaux spéciaux de sécurité, introduction d'une protection pour la peau) sont récompensées par des réductions des coûts d'assurance. «C'est très attrayant pour les petites entreprises.»

Mais qu'advierait-il si les entreprises n'investissaient toujours pas dans le domaine de la SST: qui supporterait la plus grande partie des coûts si un accident avait lieu? Xabier Irastorza travaille dans l'unité de prévention et de recherche de l'EU-OSHA. Il avance quelques chiffres sur la situation actuelle. En 2007, 2,3 millions de personnes sont mortes dans toute l'Europe à la suite d'une blessure ou d'une maladie liée au travail. En 2007, on a recensé 5 580 incidents mortels au travail et 23 millions de personnes qui avaient des problèmes de santé causés ou aggravés par le travail. Cela a également un impact économique: 4% du PIB annuel de la planète sont perdus à cause des maladies et des accidents professionnels. «La sous-estimation des petits incidents et des maladies à longue période de latence est un problème grave», s'inquiète-t-il. Les coûts varient et peuvent correspondre à une perte de productivité, aux coûts des soins de santé, à la baisse de la qualité de vie (par exemple, douleur et souffrance psychique), aux frais d'administration (par exemple, paiement de la sécurité sociale) et aux coûts d'assurance. M. Irastorza: «Il est important de mettre l'accent sur la question: qui supporte les coûts? Le but de cette étude est de fournir aux décideurs des informations pertinentes sur l'impact économique de l'absence ou d'une mauvaise politique de sécurité et de santé au travail au niveau macroéconomique.»

2.2 Mesures incitatives pour les entreprises

Les deux orateurs qui suivent donnent des exemples de mesures incitatives au niveau national ou sectoriel. Henning Krüger parle de systèmes complets de mesures incitatives dans le secteur de la cuisine allemande et le secteur HORECA. Les entreprises peuvent ici obtenir un bonus lorsqu'elles mettent en œuvre des mesures de sécurité suffisantes. Elles remplissent un questionnaire et gagnent des points. On leur pose des questions comme

«Avez-vous un système de gestion vérifié pour la SST?» ou «Proposez-vous une formation en matière de sécurité du trafic?». Les entreprises qui ont recueilli 80% des points obtiennent alors une récompense d'au moins 100 €.

L'institut national italien d'assurance contre les accidents du travail (INAIL) utilise également des mesures incitatives financières pour encourager les entreprises à mettre en œuvre des mesures de sécurité, rapporte Angelica Schneider Graziosi, qui travaille pour l'institut. L'INAIL dispose de trois types de mesures incitatives financières qui favorisent la SST. Il y a par exemple des mesures qui sont déjà mises en œuvre (comme le développement des meilleures pratiques ou l'automatisation de la manutention) qui peuvent engendrer jusqu'à trente pour cent d'économie sur les coûts d'assurance. En outre, l'INAIL a un budget de 307 000 000 € de subventions disponibles pour la mise en place de nouvelles initiatives axées sur la sécurité. Il s'agit notamment de subventions destinées aux entreprises agricoles qui ont besoin de nouveaux tracteurs équipés de protection anti-retournement, ou aux entreprises de construction qui veulent remplacer des machines obsolètes.

2.3 Ateliers

Les participants, réunis dans quatre groupes, assistent à l'un des quatre ateliers. Le Dr Émile Tompa et Karen Engel Oude (TNO) ont utilisé leur atelier pour discuter de la question des motivations financières et non financières qui favorisent la SST. Ils ont pu identifier trois déclencheurs importants. Tout d'abord, avoir une vision claire et assurer sa promotion. Être compétitif est également un important déclencheur. Le Dr Tompa ajoute: «Sur des marchés ouverts, c'est essentiel si vous voulez attirer des travailleurs qualifiés et si vous voulez instaurer un état d'esprit et une culture du travail».

Les problèmes de santé spécifiques, tels que le vieillissement, ainsi que l'autonomisation et la participation des travailleurs, ont été considérés comme le troisième déclencheur le plus important.

Le deuxième atelier a examiné la situation au niveau macroéconomique, avec la question: Comment mesurer facilement l'impact des interventions en termes de coûts et d'avantages? La difficulté: les décideurs ne veulent avoir qu'un seul chiffre en tête, à savoir le pourcentage du PIB qui illustre le coût des conditions de travail dangereuses. Les experts, d'autre part, expliquent qu'il est difficile à calculer. Le but de cet atelier était simplement de trouver un point de départ, relate Marjolein de Weerd (TNO). «Il convient juste de recueillir toutes les données. Si les pays n'en ont pas, nous devrions juste prendre ce qu'il y a de disponible et ajuster l'ensemble pour tomber sur un chiffre. Nous avons besoin de nous appuyer sur certaines hypothèses, mais nous ne devrions pas trop nous soucier de ça.»

Le troisième atelier s'est focalisé sur la question de savoir comment les différentes parties prenantes pouvaient être impliquées pour créer et promouvoir des incitations économiques.

Les intervenants potentiels ont d'abord été identifiés. Les parties prenantes traditionnelles ont été énumérées: les syndicats, les organisations patronales... Mais d'autres acteurs, moins traditionnels, ont aussi été mentionnés, comme par exemple les banques, les prestataires de retraite privée, les enseignants, les gouvernements et les entreprises qui recrutent. Il a été souligné que les employeurs et les employés étaient les principaux intervenants. Parmi les instruments disponibles figurent les récompenses internes, les formations, et le but de faire de la santé et de la sécurité au travail une des composantes des indicateurs clés de performance.

Le quatrième atelier a été piloté par Peter Rimmer et Andrew Smith, qui ont mis l'accent sur la communication du dossier de décision. «Vous ne pouvez pas parler à tout le monde de SST tout le temps. Les messages doivent être pertinents, clairs, simples et intéressants», remarque M. Rimmer. Pour illustrer son propos, il diffuse une vidéo réalisée par la société minière brésilienne Vale, dans laquelle des gens parlent de leurs proches qui sont morts suite à des accidents de travail. M. Rimmer conclut: «La SST ne se limite pas seulement à faire des économies d'argent; elle met les gens au cœur du processus. Tâchons de ne pas oublier l'émotion quand nous parlons de coûts et d'avantages».

Esther de Kleuver, du ministère néerlandais des Affaires sociales et de l'Emploi, a l'honneur de clôturer la conférence. Elle souligne à nouveau «qu'il est de la plus haute importance de rendre visibles les avantages liés aux politiques de SST. Si les entreprises ne voient pas l'intérêt qu'elles peuvent en tirer, elles seront moins convaincues de la nécessité d'investir. Cliquez [ici](#) pour avoir un aperçu complet du contenu de la conférence.